

Avis donné par

Nom / société / organisation : Centre Patronal

Abréviation de la société / de l'organisation : CP

Adresse : Route du Lac 2 - 1094 Paudex

Personne de référence : Jérôme Simon-Vermot

Téléphone : 058 796 33 77

Courriel : jsimon-vermot@centrepatronal.ch

Date : 12.07.2019

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire et de ne remplir que les champs en gris.
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **14 août 2019** aux adresses suivantes : pflege@bag.admin.ch et gever@bag.admin.ch.
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration.

Table des matières

Commentaires généraux sur le projet de loi fédérale relative à l'encouragement de la formation dans le domaine des soins infirmiers et sur le rapport explicatif	3
Commentaires concernant les articles du projet de loi fédérale relative à l'encouragement de la formation dans le domaine des soins infirmiers et leurs explications	4
Modification d'autres actes : remarques concernant les articles du code de procédure pénale, du code de procédure militaire, de la loi fédérale sur la formation professionnelle et de la loi fédérale sur les professions de la santé ainsi que sur leurs explications	5
Modification d'autres actes : remarques concernant les articles de la loi sur l'assurance-maladie et leurs explications	6
Remarques concernant l'arrêté fédéral sur les aides financières visant à encourager la formation dans le domaine des soins infirmiers et ses explications	9
Remarques concernant l'arrêté fédéral visant à augmenter le nombre de diplômes en soins infirmiers décernés dans les hautes écoles spécialisées cantonales et ses explications	10
Remarques concernant l'arrêté fédéral sur les aides financières visant à promouvoir l'efficacité dans le domaine des soins médicaux de base, en particulier l'interprofessionnalité, et ses explications	11
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Commentaires généraux sur le projet de loi fédérale relative à l'encouragement de la formation dans le domaine des soins infirmiers et sur le rapport explicatif

Nom/société	Commentaire / observation
CP	<p>Nous partageons les constats du rapport explicatif relatifs au besoin de personnel soignant dans les années à venir et de la nécessité de maintenir des conditions de formation attractives. Le domaine de la santé représente, en effet, un secteur économique de poids et d'avenir pour notre pays. Nous devons par conséquent veiller à encourager la relève et la qualité de sa formation.</p>
CP	<p>L'initiative populaire pour les soins infirmiers qui a récolté 114'000 signatures valables en moins de dix mois démontre un large soutien de la population. C'est donc à juste titre que le Parlement et le Conseil fédéral prennent au sérieux ces préoccupations en proposant ce contre-projet indirect. Il n'est en effet pas souhaitable que la Constitution se charge de dispositions relatives à des professions spécifiques. Ce type de réglementation doit rester de niveau législatif. A défaut, on risquerait d'ouvrir la porte aux revendications d'un nombre incalculable de professions. Nous rejetons par conséquent la proposition de minorité de non-entrée en matière sur le contre-projet.</p> <p>Sous réserve des remarques et demandes de corrections formulées ci-dessous, nous sommes par conséquent favorables au contre-projet parlementaire.</p>
CP	<p>Le contre-projet qui s'articule principalement autour d'une nouvelle loi, d'une modification de la LAMal et de l'OPAS et de trois arrêtés comprend plusieurs volets, dont notamment:</p> <p>1°L'encouragement de la formation dans le domaine des soins infirmiers par un financement complémentaire de la Confédération (469 millions de francs sur huit ans)</p> <p>2°Une modification de la LAMal qui permettrait aux infirmières et infirmiers de facturer à charge de l'assurance obligatoire des soins (AOS) des prestations relevant des soins de base sans prescription, ni mandat médical.</p> <p>3°Des mesures destinées à augmenter le nombre de diplômés en fonction des besoins d'ici à 2028 (25 millions de francs au plus).</p> <p>4°Des aides financières destinées à promouvoir l'interprofessionnalité (8 millions de francs sur 4 ans).</p>

Commentaires concernant les articles du projet de loi fédérale relative à l'encouragement de la formation dans le domaine des soins infirmiers et leurs explications

Nom/société	art.	al.	let.	Commentaire / observation	Proposition de modification (texte)
CP	1	2	B	Nous rejoignons l'opinion de la minorité II et demandons la suppression de de la lettre b. En effet, il nous paraît également injustifié, sous l'angle de l'égalité de traitement, de privilégier cette filière au détriment des autres par des aides financières à la formation. Cette possibilité reviendrait à ouvrir la boîte de Pandore pour toutes les formations que l'on jugerait d'importance « systémique ». Les cantons, par l'intermédiaire de leur législation sur les bourses d'études, doivent par conséquent demeurer seuls compétents pour ces questions.	Suppression de l'art. 1 al. 2 let. b.
CP	6			Conformément à notre commentaire relatif à l'article 1 al. 2 let. b, la section 3 doit être supprimée.	Suppression de la section 3 (art. 6).
CP	7			Nous retenons la proposition de la minorité II.	Suppression de la référence à l'article 6
CP					

Modification d'autres actes : remarques concernant les articles du code de procédure pénale, du code de procédure militaire, de la loi fédérale sur la formation professionnelle et de la loi fédérale sur les professions de la santé ainsi que sur leurs explications

Nom/société	art.	al.	let.	Commentaire / observation	Proposition de modification (texte)
CP	73		a	<p>Reconnaissance des diplômes cantonaux et intercantonaux délivrés selon l'ancien droit.</p> <p>Cette disposition qui concerne spécifiquement la loi sur la formation professionnelle est relativement surprenante, pour ne pas dire insolite dans le cadre de cette révision. Les OrTra consultées seront-elles vraiment sensibles à cette procédure qui concerne spécifiquement le domaine de la santé, malgré l'incidence pour elles de l'alinéa 3 ? On se permet d'en douter. L'obligation de proposer des formations dans un délai de 2 ans constitue une charge très importante qui nécessiterait une consultation spécifique à cette question.</p> <p>Par conséquent, nous rejetons l'introduction d'un nouvel article 73a dans la loi sur la formation professionnelle. Si le législateur estime qu'une telle disposition demeure essentielle pour les professions touchées par cette réforme, un article spécifique dans la nouvelle loi relative à l'encouragement de la formation dans le domaine des soins infirmiers serait alors suffisant.</p>	Suppression
CP					

Modification d'autres actes : remarques concernant les articles de la loi sur l'assurance-maladie et leurs explications

Nom/société	art.	al.	let.	Commentaire / observation	Proposition de modification (texte)
CP	25a	2		L'alinéa 2 du nouvel article 25a prévoit que les soins aigus de transition soient prescrits <u>conjointement</u> par un médecin et un infirmier. Nous sommes opposés à cette proposition dans la mesure où ce doublement des compétences ne fait pas de sens du point de vue des coûts et de l'objectif de cette réforme. Par conséquent, nous soutenons la proposition de la minorité qui prévoit que la prescription des soins de transition est de la compétence du médecin <u>ou</u> de l'infirmier.	Reprise de l'al. 2 proposée par la minorité.
CP	39a			Taux de personnel infirmier par établissement. Cette proposition de la minorité doit être rejetée. En effet, de telles exigences réduiraient à néant la marge de manœuvre opérationnelle des établissements. Dans le contexte concurrentiel du nouveau financement hospitalier, cette proposition ne fait pas de sens. Les établissements doivent demeurer libres d'administrer leurs besoins en personnel en fonction de leur situation propre et de la stratégie d'entreprise qui en découle.	
CP	39b			Obligation d'adhérer à une convention collective de travail (CCT). Cette proposition de la minorité doit également être fermement rejetée. D'une part, elle porterait un coup à un principe fondamental du partenariat social : celui de la liberté des partenaires sociaux de conclure (ou non) des conventions collectives de travail. D'autre part, l'exemple du canton de Vaud, dans le cadre des négociations actuelles relatives à la CCT San, montre toutes les difficultés d'un système qui mélange	

				partenariat social et interventionnisme de l'Etat. Le simple fait de prévoir qu'en l'absence d'une CCT le gouvernement cantonal fixe les règles, biaise complètement le processus normal de négociation et revient, in fine, à laisser la fixation des conditions de travail à l'Etat.	
CP	55b			<p>Limitation des autorisations de pratiquer en cas d'augmentation des coûts supérieurs à la moyenne.</p> <p>Cette disposition est contradictoire avec le but de cette nouvelle réglementation. En effet, on entend encourager les formations supérieures des infirmiers et infirmières pour finalement permettre aux cantons de refuser des droits de pratique en cas d'augmentation des coûts de la santé supérieures à la moyenne suisse. Cela constitue une atteinte extrêmement lourde au droit d'exercer sa profession et crée une insécurité à la fois économique et juridique qui n'est pas admissible. Nous rejetons par conséquent cette disposition.</p>	Suppression.
CP					

CP						
----	--	--	--	--	--	--

Remarques concernant l'arrêté fédéral sur les aides financières visant à encourager la formation dans le domaine des soins infirmiers et ses explications

Nom/société	art.	Commentaire / observation	Proposition de modification
CP			

Remarques concernant l'arrêté fédéral visant à augmenter le nombre de diplômes en soins infirmiers décernés dans les hautes écoles spécialisées cantonales et ses explications

Nom/société	art.	Commentaire / observation	Proposition de modification
CP			

Remarques concernant l'arrêté fédéral sur les aides financières visant à promouvoir l'efficience dans le domaine des soins médicaux de base, en particulier l'interprofessionnalité, et ses explications

Nom/société	art.	Commentaire / observation	Proposition de modification
CP			

Kommission für soziale Sicherheit
und Gesundheit
CH-3003 Bern

E-Mail-Adressen:

sgk.csss@parl.admin.ch

pfllege@bag.admin.ch

gever@bag.admin.ch

12. August 2019

Vernehmlassung Parlamentarische Initiative «Für eine Stärkung der Pflege - für mehr Patientensicherheit und mehr Pflegequalität»

Sehr geehrter Herr Kommissionspräsident Nationalrat de Courten,
Sehr geehrte Damen und Herren,

Mit Schreiben vom 20. Mai 2019 laden Sie uns ein, an der Vernehmlassung zur «Parlamentarische Initiative Für eine Stärkung der Pflege - für mehr Patientensicherheit und mehr Pflegequalität» teilzunehmen. Wir danken für diese Möglichkeit und nehmen gerne im beiliegenden Antwortformular aus gesamtwirtschaftlicher Sicht Stellung. Die Wirtschaft lehnt alle vier Entwürfe ab, weil sie laufenden Bestrebungen des Bundes zuwiderlaufen.

Einerseits verflechten sie die Aufgaben von Bund und Kantone noch stärker. Die Aufgabenteilung war jedoch ein zentraler Pfeiler der grossen Föderalismusreform NFA von 2008 («Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen»). Zudem widersprechen zusätzliche Verbundaufgaben den zentralen Grundsätzen des Schweizer Föderalismus. Die Wirtschaft unterstützt deshalb seit Jahren eine Neuüberprüfung sowie die Fortsetzung der Aufgabenteilung. Die Entwürfe widersprechen diametral diesen Bestrebungen.

Andererseits soll keine neue Berufsgruppe zusätzlich ihre Leistungen verrechnen können ohne Koordination mit anderen Leistungserbringenden. Das stünde im Widerspruch mit den Bestrebungen des Bundesrates im Rahmen seiner gesundheitspolitischen Prioritäten, insbesondere der koordinierten Versorgung. Es braucht deshalb koordinierende Massnahmen, wie sie beispielsweise in alternativen Versicherungsmodellen (AVM) gemäss KVG vorgesehen sind. Dementsprechend wäre es sinnvoller, wenn die Pflegenden nur innerhalb dieser alternative Versicherungsmodellen (AVM) Leistungen in Eigenverantwortung erbringen können.

Seite 2

Vernehmlassung Parlamentarische Initiative «Für eine Stärkung der Pflege - für mehr Patientensicherheit und mehr Pflegequalität»

Insgesamt folgt economiesuisse weitgehend der Botschaft des Bundesrates vom 7.11.2018 und lehnt Pflegeinitiative und Gegenvorschlag ab.

Wir bedanken uns für die Berücksichtigung unserer Anliegen.

Freundliche Grüsse
economiesuisse



Prof. Dr. Rudolf Minsch
Chefökonom und
stv. Vorsitzender der Geschäftsleitung



Dr. Fridolin Marty
Leiter Gesundheitspolitik

**Pa.Iv. 19.401 – Indirekter Gegenvorschlag Pflegeinitiative – Bundesgesetz über die Förderung der Ausbildung im Bereich der Pflege
- Vernehmlassungsverfahren**

Stellungnahme von

Name / Organisation / Firma : economiesuisse

Abkürzung der Organisation / Firma : economiesuisse

Adresse : Hegibachstrasse 47, 8032 Zürich

Kontaktperson : Dr. Fridolin Marty, Leiter Gesundheitspolitik

Telefon : 079 257 47 86

E-Mail : fridolin.marty@economiesuisse.ch

Datum : 5.8.2019

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **14. August 2019** an folgende E-Mail Adressen: pfllege@bag.admin.ch
Sowie an gever@bag.admin.ch
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Pa.IV. 19.401 – Indirekter Gegenvorschlag Pflegeinitiative – Bundesgesetz über die Förderung der Ausbildung im Bereich der Pflege - Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen zum Entwurf des Bundesgesetzes über die Förderung der Ausbildung im Bereich der Pflege und zum erläuternden Bericht	3
Bemerkungen zu einzelnen Artikeln des Entwurfs des neuen Bundesgesetzes über die Förderung der Ausbildung im Bereich der Pflege und zu deren Erläuterungen	6
Änderungen anderer Erlasse: Bemerkungen zu den einzelnen Artikeln der Strafprozessordnung, des Militärstrafprozesses, des Berufsbildungsgesetzes sowie des Gesundheitsberufegesetzes sowie zu den Erläuterungen	9
Änderung anderer Erlasse: Bemerkungen zu den einzelnen Artikeln des Krankenversicherungsgesetzes sowie zu den Erläuterungen	11
Bemerkungen zum Bundesbeschluss über Finanzhilfen zur Förderung der Ausbildung im Bereich der Pflege und zu den Erläuterungen	14
Bemerkungen zum Bundesbeschluss über die Erhöhung der Ausbildungsabschlüsse in Pflege an den kantonalen Fachhochschulen und zu den Erläuterungen	15
Bemerkungen zum Bundesbeschluss über Finanzhilfen zur Förderung der Effizienz in der medizinischen Grundversorgung, insbesondere der Interprofessionalität und zu den Erläuterungen	16
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	17

Pa.IV. 19.401 – Indirekter Gegenvorschlag Pflegeinitiative – Bundesgesetz über die Förderung der Ausbildung im Bereich der Pflege - Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen zum Entwurf des Bundesgesetzes über die Förderung der Ausbildung im Bereich der Pflege und zum erläuternden Bericht

Name/Firma	Bemerkung/Anregung
economiesuisse	<p>economiesuisse folgt der Botschaft des Bundesrates vom 7.11.2018 und lehnt die Pflegeinitiative ab. Einer spezifischen Berufsgruppe soll keine Sonderstellung in der Verfassung eingeräumt und ihr keine Berechtigung zur direkten Abrechnung von Leistungen erteilt werden. Die Wirtschaft begrüsst auch den Verzicht des Bundesrates auf einen Gegenentwurf oder einen Gegenvorschlag. Bereits heute können Bund und Kantone berechnete Anliegen der Pflegenden berücksichtigen, was die zahlreichen bereits ergriffenen Massnahmen zur Stärkung der Pflege zeigen. economiesuisse lehnt auch die direkte Abrechnung von Pflegeleistungen zulasten der Sozialversicherungen ab. Keine neue Berufsgruppe soll zusätzlich ihre Leistungen verrechnen können ohne Koordination mit anderen Leistungserbringenden. Das stünde im Widerspruch mit den Bestrebungen des Bundesrates im Rahmen seiner gesundheitspolitischen Prioritäten, insbesondere der koordinierten Versorgung. Es braucht deshalb koordinierende Massnahmen, wie sie beispielsweise in alternativen Versicherungsmodellen (AVM) gemäss KVG vorgesehen sind. Dementsprechend wäre es sinnvoller, wenn die Pflegenden nur innerhalb dieser alternativen Versicherungsmodellen (AVM) Leistungen in Eigenverantwortung erbringen können. Dies wäre wohl heute schon, ohne Gesetzesänderung, möglich. Allenfalls könnte man in diesem Sinne das Gesetz anpassen. Überdies lehnen wir bundesweite Ausführungsbestimmungen zu den Arbeitsbedingungen und Entwicklungsmöglichkeiten der in der Pflege tätigen Personen ab. Wir möchten damit den Kompetenzbereich der Kantone und der Betriebe erhalten. Auch in diesem Punkt folgen wir der Argumentation des Bundesrates.</p> <p>Auch wenn einige der Anliegen des Gegenvorschlags, insbesondere die Sicherstellung von genügend Pflege(fach)personal für die Zukunft und der kompetenzgerechte Einsatz der in der Pflege tätigen Personen durchaus berechtigt sind: Die vorgeschlagenen Massnahmen sind entweder unnötig oder nicht zielführend.</p>
economiesuisse	<p>Forderungen im Gegenvorschlag und die Position der Wirtschaft dazu:</p> <p>Konzeptioneller Unterschied zur Pflegeinitiative</p> <ul style="list-style-type: none"> - Keine Regelung auf Verfassungsstufe: economiesuisse begrüsst das. - Keine Forderungen betreffend die Arbeitsbedingungen: economiesuisse begrüsst das. <p>Aufgenommene Anliegen:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Genügend Pflegefachkräfte ausbilden: economiesuisse lehnt das ab. - Diese Pflegefachpersonen sollen in eigener Verantwortung spezifische Pflegeleistungen erbringen: economiesuisse lehnt das in dieser

Pa.IV. 19.401 – Indirekter Gegenvorschlag Pflegeinitiative – Bundesgesetz über die Förderung der Ausbildung im Bereich der Pflege - Vernehmlassungsverfahren

	<p>Form ab. Im Rahmen von Alternativen Versicherungsmodellen (AVM) sollen Pflegefachpersonen in eigener Verantwortung spezifische Pflegeleistungen erbringen können.</p>
economiesuisse	<p>Zum Entwurf 1: Bundesbeschluss über die Erhöhung der Ausbildungsabschlüsse in Pflege an den kantonalen Fachhochschulen</p> <p>economiesuisse lehnt diesen Entwurf ab. Bund und Kantone haben heute schon entsprechende Massnahmen ergriffen. Zusätzliche Bundesgelder sollen nicht gesprochen werden, solange die Strukturbereinigung in den Pflegeinstitutionen nicht abgeschlossen ist. Wir sehen immer noch freie Kapazitäten in zahlreichen Institutionen. Interkantonale und interregionale Synergien können und sollen genutzt werden. Dadurch kann der Bedarf an Pflegefachleuten reduziert und die Arbeitsbedingungen (z.B. bezüglich Arbeitszeiten) stärker individualisiert werden. Dies wird Pflegenden mit Betreuungsaufgaben ermöglichen, vermehrt im Pflegeberuf tätig zu sein.</p>
economiesuisse	<p>Zum Entwurf 2: Bundesbeschluss über die Finanzhilfen zur Förderung der Effizienz in der medizinischen Grundversorgung, insbesondere der Interprofessionalität: economiesuisse lehnt diesen Entwurf ab.</p> <p>Die Kommission will damit Projekte fördern, die der effizienten Arbeitsorganisation dienen und dazu beitragen, dass die Berufsangehörigen verschiedenen Berufsgruppen nach GesBG und MedBG kompetenzgerecht eingesetzt werden (8 Millionen Franken). economiesuisse ist überzeugt, dass eine solche Förderung verpufft. Die effiziente Arbeitsorganisation und der kompetenzgerechte Einsatz kann am besten damit gefördert werden, wenn die Institutionen dazu einen systemischen Anreiz erhalten. Möglich wäre dies bspw. bei einer Pauschalentgeltung oder mit Tarifverträgen, welche Leistungen entlang der gesamten Behandlungskette vergüten. Einzelne Projektförderungen nützen hier nichts.</p>
economiesuisse	<p>Zum Entwurf 3: Bundesbeschluss über Finanzhilfen zur Förderung der Ausbildung im Bereich der Pflege: economiesuisse lehnt diesen Entwurf ab.</p> <p>Analog der Minderheit ist es unseres Erachtens nicht Sache des Bundes, die Ausbildung einer bestimmten Berufsgruppe in diesem Ausmass (maximal 469 Millionen Franken) finanziell zu fördern. Diese Praxisänderung ist unnötig und würde zu einer neuen Aufgabenverflechtung von Bund und Kantonen führen.</p>
economiesuisse	<p>Zum Entwurf 4: Bundesbeschluss über die Förderung der Ausbildung im Bereich der Pflege: economiesuisse lehnt diesen Entwurf ab.</p> <p>Wie in den Erläuterungen dargelegt, wird damit neu in bisher kantonale Bereiche eingegriffen. Neben der Zuständigkeit der Kantone für die Gesundheitsversorgung wird heute auch die Bereitstellung des Bildungsangebots des Gesundheitspersonals durch die Kantone geregelt. Der vorliegende Entwurf stellt diesbezüglich eine Praxisänderung namentlich im Bereich der Ausbildung der Pflegefachpersonen HF nach BBG und der Pflegefachpersonen FH nach GesBG dar. Diese Praxisänderung ist unnötig und würde zu einer neuen Aufgabenverflechtung von Bund und Kantonen führen.</p>

Pa.IV. 19.401 – Indirekter Gegenvorschlag Pflegeinitiative – Bundesgesetz über die Förderung der Ausbildung im Bereich der Pflege - Vernehmlassungsverfahren

economiesuisse	<p>Die vorliegenden Entwürfe verflechten die Aufgaben von Bund und Kantonen noch stärker. Die Aufgabenteilung war jedoch ein zentraler Pfeiler der grossen Föderalismusreform NFA von 2008 («Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen»). Eine grössere Zahl von Aufgaben mit gemeinsamer Zuständigkeit von Bund und Kantonen («Verbundaufgaben») wurde damals erfolgreich entflochten. Zahlreiche Verbundaufgaben blieben jedoch bestehen. Seit dem Inkrafttreten der NFA ist es aufgrund von Parlamentsentscheiden, aber auch wegen Volksinitiativen, zu erneuten Verflechtungen und Zentralisierungen gekommen. Die Pflegeinitiative inkl. Gegenvorschlag bildet hier keine Ausnahme. Diese Entwicklungen stehen im Widerspruch zu den zentralen Grundsätzen des Schweizer Föderalismus. In Form der «Subsidiarität» (grösstmögliche Bürgernähe) und der «fiskalischen Äquivalenz» («wer zahlt, befiehlt») sind sie in der Bundesverfassung verankert. Die Wirtschaft unterstützt deshalb seit Jahren eine Neuüberprüfung sowie die Fortsetzung der Aufgabenteilung. Die Entwürfe widersprechen diametral diesen Bestrebungen.</p>
----------------	---

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Pa.IV. 19.401 – Indirekter Gegenvorschlag Pflegeinitiative – Bundesgesetz über die Förderung der Ausbildung im Bereich der Pflege - Vernehmlassungsverfahren

Bemerkungen zu einzelnen Artikeln des Entwurfs des neuen Bundesgesetzes über die Förderung der Ausbildung im Bereich der Pflege und zu deren Erläuterungen

Name/Firma	Art.	Abs.	Bst.	Bemerkung/Anregung	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
economiesuisse				vgl. oben	Nicht eintreten gemäss Minderheit
economiesuisse					

Pa.Iv. 19.401 – Indirekter Gegenvorschlag Pflegeinitiative – Bundesgesetz über die Förderung der Ausbildung im Bereich der Pflege - Vernehmlassungsverfahren

economiesuisse					

Pa.Iv. 19.401 – Indirekter Gegenvorschlag Pflegeinitiative – Bundesgesetz über die Förderung der Ausbildung im Bereich der Pflege - Vernehmlassungsverfahren

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Pa.IV. 19.401 – Indirekter Gegenvorschlag Pflegeinitiative – Bundesgesetz über die Förderung der Ausbildung im Bereich der Pflege - Vernehmlassungsverfahren

Änderungen anderer Erlasse: Bemerkungen zu den einzelnen Artikeln der Strafprozessordnung, des Militärstrafprozesses, des Berufsbildungsgesetzes sowie des Gesundheitsberufegesetzes sowie zu den Erläuterungen

Name/Firma	Art.	Abs.	Bst.	Bemerkung/Anregung	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
economiesuisse				vgl. oben	Nicht eintreten gemäss Minderheit
economiesuisse					

Pa.IV. 19.401 – Indirekter Gegenvorschlag Pflegeinitiative – Bundesgesetz über die Förderung der Ausbildung im Bereich der Pflege - Vernehmlassungsverfahren

economiesuisse					

Pa.IV. 19.401 – Indirekter Gegenvorschlag Pflegeinitiative – Bundesgesetz über die Förderung der Ausbildung im Bereich der Pflege - Vernehmlassungsverfahren

Änderung anderer Erlasse: Bemerkungen zu den einzelnen Artikeln des Krankenversicherungsgesetzes sowie zu den Erläuterungen					
Name/Firma	Art.	Abs.	Bst.	Bemerkung/Anregung	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
economiesuisse					
economiesuisse	38			vgl. oben.	Minderheit (Herzog, Aeschi Thomas, Brand, Clottu, de Courten, Giezendanner, Hess Erich, Moret, Nantermod, Pezzatti, Sauter, Steinemann) oder die Zulassung der Pflegefachpersonen nach Artikel 35 Absatz 2 Buchstabe dbis nur innerhalb von alternativen Versicherungsmodellen (AVM) gemäss KVG gewähren.
economiesuisse					

Pa.Iv. 19.401 – Indirekter Gegenvorschlag Pflegeinitiative – Bundesgesetz über die Förderung der Ausbildung im Bereich der Pflege - Vernehmlassungsverfahren

economiesuisse					

Pa.IV. 19.401 – Indirekter Gegenvorschlag Pflegeinitiative – Bundesgesetz über die Förderung der Ausbildung im Bereich der Pflege - Vernehmlassungsverfahren

economiesuisse					
economiesuisse					

Pa.Iv. 19.401 – Indirekter Gegenvorschlag Pflegeinitiative – Bundesgesetz über die Förderung der Ausbildung im Bereich der Pflege - Vernehmlassungsverfahren

Bemerkungen zum Bundesbeschluss über Finanzhilfen zur Förderung der Ausbildung im Bereich der Pflege und zu den Erläuterungen			
Name/Firma	Art.	Bemerkung/Anregung	Textvorschlag
economiesuisse		vgl. oben	Nicht eintreten gemäss Minderheit
economiesuisse			

Pa.IV. 19.401 – Indirekter Gegenvorschlag Pflegeinitiative – Bundesgesetz über die Förderung der Ausbildung im Bereich der Pflege - Vernehmlassungsverfahren

Bemerkungen zum Bundesbeschluss über die Erhöhung der Ausbildungsabschlüsse in Pflege an den kantonalen Fachhochschulen und zu den Erläuterungen

Name/Firma	Art.	Bemerkung/Anregung	Textvorschlag
economiesuisse		vgl. oben	Nicht eintreten gemäss Minderheit
economiesuisse			

Pa.IV. 19.401 – Indirekter Gegenvorschlag Pflegeinitiative – Bundesgesetz über die Förderung der Ausbildung im Bereich der Pflege - Vernehmlassungsverfahren

Bemerkungen zum Bundesbeschluss über Finanzhilfen zur Förderung der Effizienz in der medizinischen Grundversorgung, insbesondere der Interprofessionalität und zu den Erläuterungen

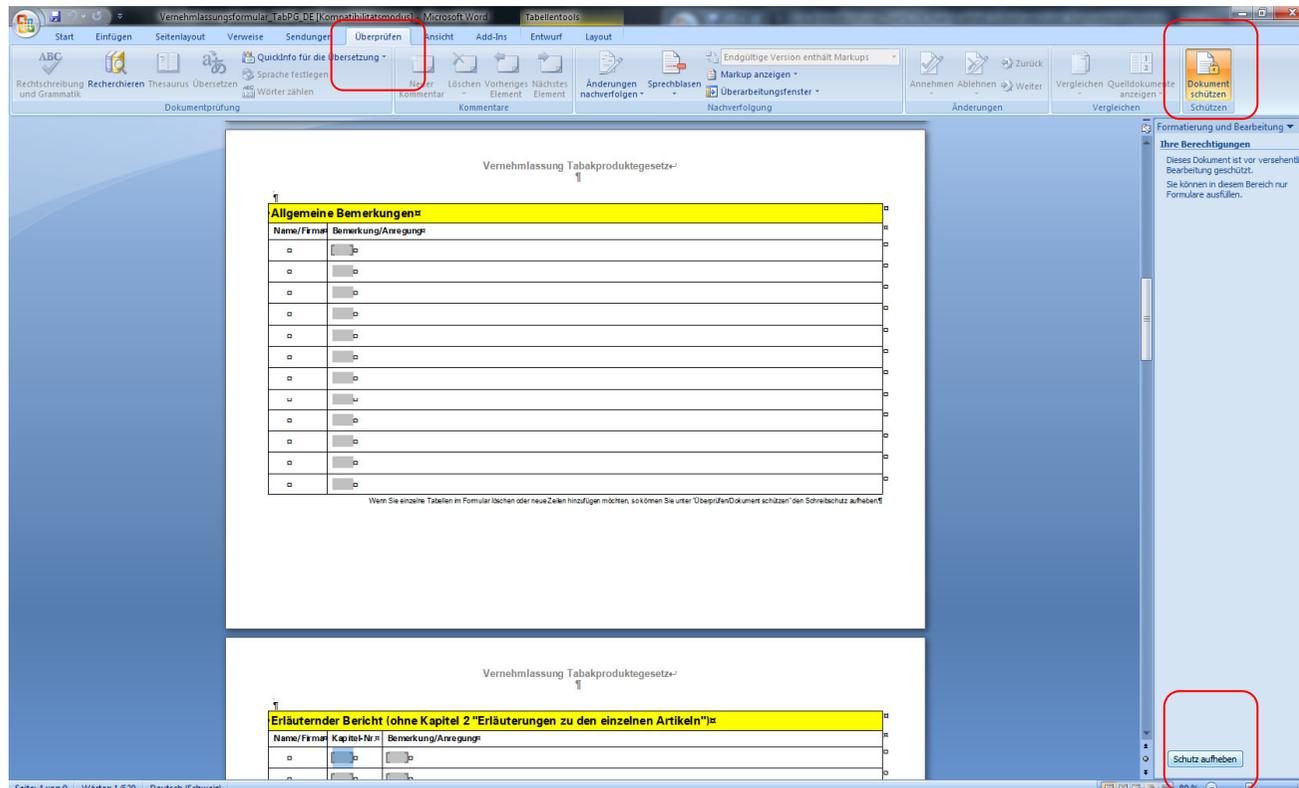
Name/Firma	Art.	Bemerkung/Anregung	Textvorschlag
economiesuisse		vgl. oben.	Nicht eintreten gemäss Minderheit
economiesuisse			

Pa.Iv. 19.401 – Indirekter Gegenvorschlag Pflegeinitiative – Bundesgesetz über die Förderung der Ausbildung im Bereich der Pflege - Vernehmlassungsverfahren

Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:

1. Dokumentschutz aufheben
2. Zeilen einfügen mit Copy-Paste
3. Dokumentschutz wieder aktivieren

1 Dokumentschutz aufheben



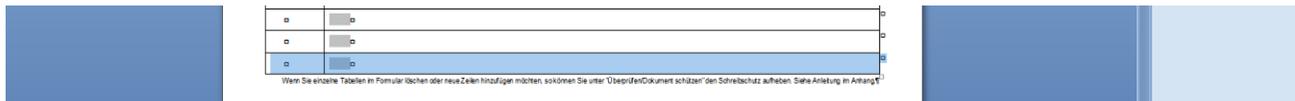
Pa.Iv. 19.401 – Indirekter Gegenvorschlag Pflegeinitiative – Bundesgesetz über die Förderung der Ausbildung im Bereich der Pflege - Vernehmlassungsverfahren

2 Zeilen einfügen

Ganze Zeile mit leeren grauen Feldern markieren (die Zeile wird blau hinterlegt)

Control-C für Kopieren

Control-V für Einfügen



3 Dokumentschutz wieder aktivieren

Vernehmlassungsformular_TabPG_DE (Kompatibilitätsmodus) - Microsoft Word

Start Einfügen Seitenlayout Verweise Sendungen Überprüfen Ansicht Add-ins

Rechtschreibung Recherchieren Thesaurus Übersetzen Sprachfestlegen Wörter zählen Dokumentprüfung

Neuer Kommentar Löschen Element Änderungen nachverfolgen Sprechblasen Überarbeitungsfenster Nachverfolgung

Endgültige Version enthält Markups Markup anzeigen Überarbeitungsfenster

Annehmen Ablehnen Weiter Vergleichen Quelldokument anzeigen Vergleichen

Dokumentschutz

Vernehmlassung Tabakproduktegesetz-

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : []

Abkürzung der Firma / Organisation : []

Adresse : []

Kontaktperson : []

Telefon : []

E-Mail : []

Datum : []

Wichtige Hinweise:

- Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen!
- Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Extras/Dokumentschutz aufheben" den Schreibschutz aufheben!
- Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden!
- Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte als **Word-Dokument** bis am 12. September 2014 an folgende E-Mail Adresse: dm@baq.admin.ch und tabak@baq.admin.ch!

1. Formatierungseinschränkungen

2. Bearbeitungseinschränkungen

3. Schutz anwenden

Ja, Schutz jetzt anwenden

Kommission für soziale Sicherheit
und Gesundheit des Nationalrats (SGK-N)
3003 Bern

Per Mail an: pflege@bag.admin.ch
gever@bag.admin.ch

Bern, 14. August 2019 sgv-Gf/dm

Vernehmlassungsantwort: 19.401 Parlamentarische Initiative. Für eine Stärkung der Pflege – für mehr Patientensicherheit und mehr Pflegequalität

Sehr geehrte Damen und Herren

Mit Schreiben vom 20. Mai 2019 hat uns Nationalrat Thomas de Courten in seiner Funktion als Präsident der SGK-N eingeladen, zu einem indirekten Gegenvorschlag zur Volksinitiative «Für eine starke Pflege (Pflegeinitiative)» Stellung zu nehmen. Für die uns eingeräumte Gelegenheit zur Meinungsäusserung und für die Berücksichtigung unserer Anliegen und Bemerkungen danken wir Ihnen bestens.

Der Schweizerische Gewerbeverband sgv, die Nummer 1 der Schweizer KMU-Wirtschaft, vertritt 230 Verbände und gegen 500'000 Unternehmen, was einem Anteil von 99.8 Prozent aller Unternehmen in unserem Land entspricht. Im Interesse der Schweizer KMU setzt sich der grösste Dachverband der Schweizer Wirtschaft für optimale wirtschaftliche und politische Rahmenbedingungen sowie für ein unternehmensfreundliches Umfeld ein.

Grundsätzliche Bemerkungen

Einleitend möchten wir festhalten, dass der sgv die Pflegeinitiative ablehnt, mit der unter anderem verlangt wird, dass der Bund die Abgeltung der Pflegeleistungen regeln und anforderungsgerechte Arbeitsbedingungen sicherstellen soll. Wir sprechen uns klar dagegen aus, dass dem Bund die Aufgabe übertragen wird, sich derart stark in arbeitsrechtliche Belange einzumischen. Auch im Bereich der Pflege muss es den jeweiligen Arbeitgebern überlassen werden, im Rahmen der allgemein geltenden rechtlichen Vorgaben und allfälliger sozialpartnerschaftlicher Vereinbarungen die Löhne und die Arbeitsbedingungen autonom festzulegen. Der Umfang der Forderungen der Pflegeinitiative lässt uns zudem befürchten, dass deren Annahme einen weiteren substantiellen Kostenschub zur Folge hätte, den es im Interesse der Versicherten und der öffentlichen Finanzen zu vermeiden gilt. Aus Sicht des sgv müssen vielmehr punktuelle, finanziell verkräftbare Verbesserungen angestrebt werden.

Der sgv begrüsst grundsätzlich das Ansinnen der SGK-N, der Pflegeinitiative einen indirekten Gegenvorschlag gegenüber zu stellen. In der Schweiz ist es mit den bisherigen Bemühungen nicht gelungen, ausreichend eigenes Pflegepersonal auszubilden. Ohne geeignete Massnahmen wird sich daran kaum etwas ändern. Es ist eher vom Gegenteil auszugehen, da die demographische Entwicklung zu einem

steigenden Bedarf an Pflegeleistungen führen wird, was den Fachkräftemangel in der Pflege zusätzlich verschärfen dürfte. Ob es sinnvoll und weiterhin möglich ist, das fehlende Fachpersonal im Ausland zu rekrutieren, ist fraglich. Aus diesem Grund unterstützen wir die Stossrichtung der Vorschläge der SGK-N. Für einen indirekten Gegenvorschlag sprechen aus unserer Sicht auch taktische Überlegungen, da wir angesichts des ausgewiesenen Handlungsbedarfs das Risiko als recht hoch einschätzen, dass die Volksinitiative in einer Volksabstimmung eine Mehrheit finden könnte, wenn ihr nicht eine glaubwürdige Alternative gegenübergestellt wird. Für einen indirekten Gegenvorschlag spricht auch, dass sich auf gesetzgeberischem Weg schnellere und zweckmässigere Verbesserungen erzielen lassen als über den Weg einer Verfassungsänderung.

Hinsichtlich der Ausgestaltung des indirekten Gegenvorschlags erachten wir diesen als relativ weitgehend. Insbesondere die von einer Kommissionsmehrheit propagierten Ausbildungsbeiträge stossen in unseren Reihen aus grundsätzlichen Überlegungen mehrheitlich auf Ablehnung.

Verschiedene unserer Mitgliedverbände befürchten, dass der Gesetzesentwurf und die Bedarfsplanungen der Kantone zu einer zunehmenden Akademisierung des Pflegeberufs führen könnten, was nicht im Sinne des sgv wäre. Aus wirtschaftlicher Sicht dürfte es zweckmässiger sein, die Rekrutierung von Pflegehilfspersonal zu fördern, damit sich die diplomierten Pflegefachkräfte auf komplexere Aufgaben konzentrieren und ihr Fachwissen nutzbringender einsetzen können.

Die Pflegeinitiative und der Gegenvorschlag konzentrieren sich stark darauf, die Zahl der ausgebildeten Pflegenden zu steigern und den Pflegeberuf durch Kompetenzerweiterungen attraktiver zu machen. Weitgehend vernachlässigt wird der Umstand, dass ein Teil des Mangels an Pflegepersonal auf Ineffizienzen im System zurückzuführen ist. Dieser Aspekt darf nicht ausgeblendet werden. Der Gegenvorschlag sieht zwar vor, dass mittels eines separaten Bundesbeschlusses Mittel zur Förderung der Effizienz und der Interprofessionalität zur Verfügung gestellt werden sollen. Wir bezweifeln, dass dies ausreichend ist und befürchten daher, dass die vorgeschlagenen Massnahmen einen weiteren Kostenschub im Gesundheitswesen zur Folge haben könnten. Dies wäre mit den parallel dazu laufenden Bemühungen zur Kostendämpfung unvereinbar. Bei der weiteren Beratung des Gegenvorschlags ist acht darauf zu geben, dass keine Bestimmungen ins Gesetz aufgenommen werden, die Anreize für eine Mengenausweitung schaffen.

Bemerkungen zum Bundesgesetz über die Förderung der Ausbildung im Bereich der Pflege

Seitens des sgv sprechen wir uns für Eintreten auf die Vorlage aus. Aus unserer Sicht ist es unbestritten, dass es zusätzlicher Anstrengungen zur Förderung der Ausbildung im Pflegebereich bedarf, um der steigenden Nachfrage nach Pflegeleitungen gerecht werden zu können.

Zu den einzelnen Gesetzesbestimmungen nimmt der sgv wie folgt Stellung:

Art. 1

Der sgv schliesst sich der Minderheit II an, die auf die Ausrichtung von Ausbildungsbeiträgen verzichten will. Nicht nur im Pflegebereich, sondern auch in anderen wichtigen Bereichen der Wirtschaft ist ein teilweise recht ausgeprägter Fachkräftemangel festzustellen. Aus Sicht des sgv kann es nicht angehen, dass der Staat einseitig in ausgewählten Wirtschaftsbereichen Lohnzuschüsse ausrichtet, währenddem die übrigen Branchen darauf verzichten müssen und daher im Wettbewerb um den Berufsnachwuchs benachteiligt werden. Wir sind zudem der Meinung, dass es Sache jeder einzelnen Branche sein muss, den Auszubildenden ausreichend hohe Löhne auszurichten, damit die Ausbildungsgänge genügend attraktiv bleiben. Staatliche Lohnzuschüsse, die als solches eine dämpfende Wirkung auf das Lohnniveau haben, sind fehl am Platz.

Alternativ könnten wir uns auch der Minderheit I anschliessen, die die Ausbildungsbeiträge auf Absolventinnen und Absolventen beschränken will, die Betreuungs- und Unterhaltverpflichtungen haben. Den Mehrheitsantrag lehnen wir hingegen klar ab.

Art. 3 Kriterien für die Berechnung der Ausbildungskapazitäten

Wir beantragen, dass neben den Spitälern und Pflegeheimen auch die Spitex ausdrücklich erwähnt und berücksichtigt wird. Zudem sollen die Kantone bei der Bedarfsplanung die Entwicklung aller Abschlüsse im Bereich Pflege zu berücksichtigen haben.

Art. 4 Ausbildungskonzepte

Wir sind grundsätzlich damit einverstanden, dass Ausbildungskonzepte verlangt werden. Doppelspurigkeiten gilt es jedoch zu vermeiden. Werden bereits anderweitig Ausbildungskonzepte verlangt, sind diese anzuerkennen bzw. es ist sicherzustellen, dass nicht unterschiedliche Konzepte verlangt werden.

Art. 5 Beiträge der Kantone

Wir begrüssen es, dass den Kantonen vorgeschrieben wird, den Betrieben einen Teil der ungedeckten Ausbildungskosten zu finanzieren. Da die Beiträge der Kantone nur mindestens fünfzig Prozent der durchschnittlichen ungedeckten Ausbildungskosten betragen müssen, wird ein erhebliches Manko bei den Betrieben hängen bleiben. Wir beantragen, dass diese ungedeckten Kosten explizit als Teil der Pflegekosten anerkannt und abgegolten werden.

Mit dem Verzicht auf Ausbildungsbeiträge könnten erhebliche Mittel eingespart werden, was aus Sicht des sgv wünschbar ist. Nach unserem Dafürhalten könnte ein Teil der eingesparten Mittel eingesetzt werden, um den Teil der ungedeckten Ausbildungskosten, dessen Finanzierung die öffentliche Hand gemäss Art. 5 des vorliegenden Gesetzesentwurfs übernimmt, zu erhöhen.

Art. 6 Ausbildungsbeiträge

Wie wir bereits bei Art. 1 dargelegt haben, lehnt der sgv Ausbildungsbeiträge aus grundsätzlichen Überlegungen ab. Wir unterstützen daher den Antrag der Minderheit II, können uns aber eventuell auch Minderheit I anschliessen.

Art. 7 Grundsatz und Höhe

Da wir uns gegen Ausbildungsbeiträge aussprechen, unterstützen wir auch hier den Antrag der Minderheit II.

Art. 12 Referendum, Inkrafttreten und Geltungsdauer

Wir gehen nicht davon aus, dass sich der Fachkräftemangel im Bereich der Pflege innerhalb von knapp zehn Jahren beseitigen lässt. Der steigende Bedarf an Pflegeleistungen dürfte vielmehr zur Folge haben, dass auch langfristig erhebliche Anstrengungen unternommen werden müssen, um ausreichend Pflegenden auszubilden. Die vorgeschlagene Begrenzung der Geltungsdauer des vorliegenden Gesetzes auf acht Jahre ist daher kritisch zu hinterfragen. Da wir erhebliche Zweifel haben, dass es möglich sein wird, dieses Gesetz nach acht Jahren ausser Kraft zu setzen, sind wir eher der Meinung, dass auf eine zeitliche Befristung verzichtet werden sollte. Sollte uns die künftige Entwicklung unrecht geben, verfügt der Gesetzgeber über ausreichend Mittel, um das vorliegende Gesetz ausser Kraft zu setzen, oder um die dann noch benötigten Gesetzesbestimmungen in ein anderes Gesetz zu überführen.

Art. 73a BBG Anerkennung altrechtlicher und interkantonalen Abschlüsse

Wir beantragen die ersatzlose Streichung der vorgeschlagenen neuen Gesetzesbestimmung. Es ist und soll nicht Aufgabe der Organisationen der Arbeitswelt sein, Bildungsmaßnahmen durchzuführen. Das

Berufsbildungsgesetz sieht genügend Wege und Möglichkeiten zur Anerkennung altrechtlicher Abschlüsse vor. Die höheren Fachschulen können bereits heute Bildungsleistungen anerkennen und somit Absolventinnen und Absolventen von altrechtlichen Abschlüssen verkürzte Ausbildungen anbieten.

Art. 30 a GesBG Strafbestimmung

Wir unterstützen den Vorschlag der Mehrheit. Dem Berufsbezeichnungsschutz messen wir einen hohen Stellenwert bei, da mit ihm sichergestellt wird, dass transparent zum Ausdruck gebracht werden kann, welche Kompetenzen mit den jeweiligen Titeln verbunden sind. Mit angemessenen Bussen ist der Berufsbezeichnungsschutz zu stärken.

Bestimmungen zum Krankenversicherungsgesetz KVG

Die vorgeschlagenen Anpassungen auf Stufe KVG werden von unseren Mitgliedverbänden sehr kontrovers beurteilt. Wir verzichten daher darauf, auf die einzelnen Anträge und Minderheitsanträge einzugehen, sondern beschränken uns darauf, die grundsätzliche Haltung des sgv summarisch wiederzugeben:

- Aus unserer Sicht ist es wichtig, den Pfliegerberuf zu stärken und attraktiver zu gestalten. Ein vielversprechender Ansatz zur Steigerung der Attraktivität des Pfliegerberufs kann darin bestehen, die Kompetenzen der Pflegenden zu vergrössern, indem man ihnen das Recht einräumt, in einem klar abgesteckten, zwischen den Versicherern und den Pflegeverbänden vereinbarten Rahmen Pflegeleistungen auch ohne ärztliche Anordnung zu erbringen. Wichtig für den sgv ist, dass die Patientenversorgung mit den angestrebten Anpassungen effizienter, wirtschaftlicher und qualitativ hochwertiger wird.
- Die Bedenken eines Teils der Krankenversicherer, dass das Recht der Pflegenden auf Verschreibung in eigener Verantwortung zu einer Mengenausweitung und damit zu einem weiteren Kostenanstieg im Gesundheitswesen führen kann, scheint uns aufgrund verschiedener Erfahrungen aus der Vergangenheit alles andere als unbegründet zu sein. Wir treten daher für ein System ein, in welchem die Modalitäten zur eigenverantwortlichen Erbringung von Pflegeleistungen zwischen den Versicherern und den Pflegeverbänden erarbeitet und vertraglich vereinbart werden.
- Einzelne unserer Mitglieder weisen zurecht darauf hin, dass Anfang 2011 eine neue Regelung in Kraft getreten ist, gemäss der die Rolle der Pflegenden bereits gestärkt wurde, indem der Arzt bzw. die Ärztin und das Pflegepersonal gemeinsam über die angemessenen Pflegemassnahmen zu befinden haben. Diese Regelung habe sich bewährt. Es wird befürchtet, dass sich die Ausdehnung der Kompetenzen der Pflegefachpersonen bzw. deren Aufnahme als neue Leistungserbringer als zu kompliziert, als zu wenig praktikabel, als ineffizient und damit letztendlich auch als teurer erweisen könnte. Seitens des sgv sind wir der Meinung, dass es diese Bedenken ernst zu nehmen gilt und dass genau beobachtet werden muss, welche Auswirkungen die Kompetenzerweiterungen in der Praxis effektiv zeitigen werden. Sollte es tatsächlich zu Fehlentwicklungen kommen, müsste rasch korrigierend eingegriffen werden.
- Eine Kommissionsminderheit verlangt, dass auf Stufe Gesetz eine Pflicht zum Anschluss an einen repräsentativen Gesamtarbeitsvertrag verankert wird. Dieses Ansinnen lehnt der sgv entschieden ab. In diesem wichtigen arbeitsrechtlichen Bereich muss weiterhin die Vertragsfreiheit gelten. Jedem Arbeitgeber muss es auch in Zukunft freigestellt sein, nach eigenem Ermessen darüber zu befinden, ob er sich einem Gesamtarbeitsvertrag anschliessen will oder nicht.

Bemerkungen zum Bundesbeschluss über Finanzhilfen zur Förderung der Ausbildung im Bereich der Pflege

Da wir uns klar gegen die Ausrichtung von Ausbildungsbeiträgen aussprechen, schliessen wir uns der Minderheit II an, die die Finanzhilfen für eine Dauer von acht Jahren auf maximal 268 Millionen Franken limitieren will.

Bemerkungen zum Bundesbeschluss über die Erhöhung der Ausbildungsabschlüsse in Pflege an den kantonalen Fachhochschulen

Wir sprechen uns für Eintreten auf die Vorlage aus. Nach unserem Dafürhalten muss der Bundesbeschluss aber so angepasst werden, dass nicht nur kantonale Fachhochschulen, die in der Deutschschweiz eine untergeordnete Rolle spielen, sondern auch Höhere Fachschulen gefördert werden.

Bemerkungen zum Bundesbeschluss über Finanzhilfen zur Förderung der Effizienz in der medizinischen Grundversorgung, insbesondere der Interprofessionalität

Wir begrüssen den vorgeschlagenen Bundesbeschluss, von dem wir uns eine höhere Effizienz in der Gesundheitsversorgung und damit auch gewisse Kosteneinsparungen versprechen. Für uns stellt sich allerdings die Frage, ob eine Geltungsdauer von vier Jahren ausreichend ist, oder ob es nicht sinnvoller wäre, die Geltungsdauer von Beginn an auf acht Jahre zu verlängern (analog der vorgeschlagenen Geltungsdauer für das Bundesgesetz über die Förderung der Ausbildung im Bereich der Pflege) und den Verpflichtungskredit auf 16 Millionen Franken zu verdoppeln.

Für die Berücksichtigung unserer Stellungnahme danken wir Ihnen bestens.

Freundliche Grüsse

Schweizerischer Gewerbeverband sgV



Hans-Ulrich Bigler
Direktor sgV, Nationalrat



Kurt Gfeller
Vizedirektor

Kommission soziale Sicherheit und Gesundheit des Nationalrats
3003 Bern

pflege@bag.admin.ch

Bern, 10. Juli 2019

Vernehmlassung zur Parlamentarischen Initiative 19.401 "Für eine Stärkung der Pflege – für mehr Patientensicherheit und mehr Pflegequalität"

Sehr geehrter Herr Kommissionspräsident

Besten Dank für die Einladung zur oben erwähnten Vernehmlassung. Der SGB begrüsst den Vorentwurf der Rechtskommission des Nationalrats grundsätzlich und nimmt im Folgenden dazu Stellung.

Allgemeine Einschätzung

Der SGB unterstützt die Pflegeinitiative seit ihrer Lancierung und setzt sich dementsprechend für die zügige Umsetzung der darin enthaltenen Forderungen ein. Die Pflegeinitiative wurde nötig, nachdem im Parlament sämtliche Bemühungen gescheitert sind, den sich stetig verschärfenden Pflegenotstand zu beheben, bzw. die Arbeitsbedingungen in der Pflege nachhaltig zu verbessern. Aufgrund der Dringlichkeit der Herausforderungen schlägt die Pflegeinitiative ein umfassendes Massnahmenpaket vor. So fordert sie nicht nur eine dem Bedarf genügende Anzahl von in der Schweiz ausgebildeten Pflegefachpersonen, sondern auch den kompetenzgerechten und eigenverantwortlichen Einsatz des Pflegepersonals, die angemessene Abgeltung von Pflegeleistungen und anforderungsgerechte Arbeitsbedingungen. Der Grundsatz ist dabei – patientenseitig – eine "ausreichende, allen zugängliche Pflege von hoher Qualität".

Die Situation der Personalentwicklung in der Pflege ist schon heute in vielerlei Hinsicht prekär und mit Blick auf die demografischen Entwicklungen für die Zukunft geradezu alarmierend. Der Erläuternde Bericht hält dazu eindrückliche Zahlen fest: Die Schweiz bildet zurzeit nur etwa 60% des jährlichen Bedarfs an Pflegenachwuchs aus, wobei bereits heute 34% des hier tätigen Pflegepersonals aus dem Ausland stammt – und dort entsprechend fehlt! Neben der unzureichenden Anzahl von im Inland ausgebildeten Pflege(fach-)personen, ist die mangelnde Attraktivität der Pflegeberufe die zweite wesentliche Ursache für den Pflegenotstand. Für Pflegefachpersonen liegt die durchschnittliche Berufsverweildauer heute bei nur gerade 15 Jahren, was im Vergleich zu anderen Berufsgruppen sehr tief ist. Grund dafür sind schlichtweg die unzureichenden Arbeitsbedingungen: Lohnmässig war die Periode zwischen 2010 und 2017 für das Pflegepersonal eine einzige grosse Nullrunde, während die Pflegefachpersonen sogar deutliche Einbussen hin-

nehmen mussten. Doch nicht nur der geringe Lohn, sondern auch die unregelmässigen Arbeitszeiten, der gestiegene Stress, sowie die mangelnde Vereinbarkeit zwischen Familie und Beruf sind dafür verantwortlich, dass die Pflegeberufe trotz Personalmangel nicht attraktiv genug sind. In den Krankenhäusern haben sich die Probleme insbesondere mit der Einführung der Neuen Spitalfinanzierung, bzw. durch die Abrechnung mit Fallpauschalen verschärft. Der Wettbewerbsdruck unter den Spitälern und Heimen hat zugenommen und wird auf die Beschäftigten abgewälzt. Die betriebswirtschaftliche Ausrichtung und mangelnde Patientenorientierung der Pflegeinstitutionen führen dazu, dass das Pflegepersonal die Versorgung der PatientInnen nicht mehr in ausreichender Qualität gewährleisten kann. Dabei nimmt nicht nur die Intensität der Arbeit, sondern auch die Komplexität der Fälle stetig zu. Schlussendlich trägt auch der schwach regulierte Bereich der privaten häuslichen Pflege mit den teils sehr prekären Arbeitsbedingungen für Care-Migrantinnen nicht zur Attraktivitätssteigerung der Pflegeberufe bei, sondern erhöht den Druck auf die Lohn- und Arbeitsbedingungen grundsätzlich weiter.

Der Gegenvorschlag der SGK-N zur Pflegeinitiative anerkennt viele der beschriebenen Herausforderungen und präsentiert dazu in den spezifischen Bereichen der Ausbildungsförderung und des kompetenzgerechten Einsatzes von Pflegefachpersonen substanzielle Verbesserungen. Das dazu vorgelegte Bundesgesetz über die Förderung der Ausbildung im Bereich der Pflege, sowie die Bundesbeschlüsse und Änderungen weiterer Erlasse bleiben aber in vielen Bereichen hinter den Forderungen der Pflegeinitiative zurück bzw. nehmen sie gar nicht erst auf. Insbesondere fehlen Bestimmungen zur konkreten Verbesserung der Arbeitsbedingungen des Pflegepersonals, Massnahmen zur Förderung der Pflegequalität und der Patientensicherheit, sowie Vorschläge für eine ausreichende Abgeltung bzw. Finanzierung der Pflegeleistungen. Im Folgenden wird spezifisch auf einzelne Punkte dieses Vorentwurfs eingegangen. Darüber hinaus verweist der SGB insbesondere auf die Vernehmlassungsantworten des ihm angeschlossenen Verbands des Personals öffentlicher Dienste (VPOD) sowie des Hauptinitiators der Pflegeinitiative, des dem SGB im Beobachterstatus zugewandten Schweizer Berufsverbands der Pflegefachfrauen und Pflegefachmänner (SBK). Der SGB bezieht sich untenstehend auch auf konkrete Anträge, die der SBK in seiner Stellungnahme formuliert.

Kommentare zu den einzelnen Artikeln: Bundesgesetz über die Förderung der Ausbildung im Bereich der Pflege

Minderheit zum Nichteintreten wird abgelehnt.

Art. 1: Die Minderheiten I und II werden abgelehnt.

Art. 5: Es ist sehr zu begrüßen, dass die Kantone den Ausbildungsbetrieben Beiträge zu deren Ausbildungsleistung gewähren müssen. Der SGB kann aber nicht nachvollziehen, weshalb mit diesen nur mindestens die Hälfte und nicht die gesamten durchschnittlichen ungedeckten Ausbildungskosten abgegolten werden sollen.

Art. 6: Der SGB lehnt die Minderheiten ab und unterstützt den Antrag des SBK. Es braucht eine einheitliche bundesweite Festlegung zu den Voraussetzungen, zum Umfang sowie zum Vergabeverfahren der Ausbildungsbeträge.

Art. 7: Die Kredite werden gemäss Vorentwurf nur dann gewährt, wenn die Kantone ebenfalls Aufwendungen für die Erfüllung ihrer Aufgaben sprechen. Bleiben einzelne Kantone untätig oder ergreifen sie zu wenige Massnahmen, so wäre das vorliegende Bundesgesetz wirkungslos. Aus diesem Grund sind die Kantone zu verpflichten, sämtliche gemäss ihrer Bedarfsplanung notwendigen Ausbildungsbeiträge zu gewähren. Dazu braucht es im Bundesgesetz eine verbindliche Formulierung. Darüber hinaus lehnt der SGB die Minderheit II zu Abs. 1 ab, unterstützt die Minderheit zu Abs. 3 sowie den Antrag des SBK, in Abs. 2 das Wort "höchstens" zu streichen: Es ist zu befürworten – und entspricht scheinbar auch dem Willen der Kommission –, dass die Ausbildungsbeiträge und Finanzhilfen (genau) hälftig durch Bund und Kantone getragen werden.

Art. 12: Der SGB lehnt die vorgesehene temporäre Gültigkeit des Gesetzes für eine Dauer von nur acht Jahren ab. Diese Befristung ist unaufrichtig, denn es ist de facto nicht zu schaffen – insbesondere aufgrund der anhaltenden demografischen Alterung –, den Pflegenotstand innerhalb dieser Frist gänzlich und nachhaltig zu beheben. Die zunehmende Tendenz zur temporären Rechtsetzung (siehe z.B. auch Revision des Gleichstellungsgesetzes) ist zudem ganz allgemein zu verurteilen: Besteht in einem Bereich gesetzlicher Handlungsbedarf, müssen die in der Folge beschlossenen Massnahmen erst einmal ihre Wirkung entfalten können. Drängt sich nach einer gewissen Zeit eine neue Gesetzesrevision auf – und sei es jene, die einst erlassenen Bestimmungen wieder aufzuheben –, dann soll diese dann beschlossen werden. Die Festsetzung eines im Voraus definierten Ablaufdatums ist jedoch vor dem Hintergrund der oft beträchtlichen Unsicherheiten zur Wirksamkeit getroffener Gesetzesanpassungen unredlich.

Bundesbeschlüsse

Der SGB lehnt sämtliche Minderheitsanträge auf Nichteintreten sowie die vorgesehene Befristung des Bundesbeschlusses über Finanzhilfen zur Förderung der Ausbildung im Bereich der Pflege auf acht Jahre ab.

Anpassungen des Krankenversicherungsgesetzes

- **GAV-Pflicht:** Der SGB unterstützt mit Nachdruck den Minderheitsantrag für einen neuen Artikel 39b zur Einführung einer Pflicht für Spitäler und Pflegeheime zum Anschluss an einen repräsentativen Gesamtarbeitsvertrag sowie zum Erlass von Sanktionen bei Verletzung dieser Pflicht. Die vergangenen Jahre waren geprägt von einem ungebrochenen Voranschreiten der Privatisierungen und Auslagerungen sowohl von Spitälern als auch von Institutionen der Langzeitpflege. Zwar hat die öffentliche Hand auch heute noch eine Schlüsselrolle bei der Definition von Löhnen und Arbeitsbedingungen (etwa dadurch, dass sich auch private Gesundheitsinstitutionen zwangsläufig am kantonalen Lohnsystem orientieren). Die Wirkung dieser "Marktmacht" hat aber aus zweierlei Gründen stark abgenommen: erstens unterstehen effektiv immer weniger Angestellte im Gesundheitswesen dem jeweiligen kantonalen Personalgesetz und zweitens haben die Jahre der Sparpolitik – im Gesundheitswesen in einem verschärften Ausmass seit der Einführung der Neuen Spitalfinanzierung im Jahr 2012 – zu einer proportionalen Verschlechterung der Löhne und Arbeitsbedingungen auch des an staatlichen Institutionen tätigen Gesundheitspersonals geführt. Allgemeinverbindliche Gesamtarbeitsverträge haben deshalb heute eine umso grössere Bedeutung und müssen im Rahmen dieser Gesetzesrevision entsprechend gefördert, bzw. vorausgesetzt werden. Dies grundsätzlich auch deshalb, weil die Kranken- und Langzeitpflege – unabhängig von ihrer

institutionellen Organisation vor Ort – integrale Bestandteile des Service public sind und per Gesetz die diskriminierungsfreie Grundversorgung der gesamten Bevölkerung gewährleisten müssen.

- **Eigenverantwortliche Leistungserbringung:** Die gesetzliche Verankerung von eigenverantwortlichen Handlungsbereichen ist eine langjährige Forderung des Pflegefachpersonals und entsprechend auch ein zentrales Element der Pflegeinitiative. Die Erbringung gewisser Leistungen ohne Anordnung einer Ärztin/eines Arztes ist zentral für die Anerkennung bzw. Attraktivität der Pflegefachberufe. Es handelt sich hier aber auch grundsätzlich um den gesetzlichen Nachvollzug der im Pflegealltag längst etablierten Abläufe: In der Praxis werden schon heute viele Leistungen bereits vor dem Vorliegen einer ärztlichen Verordnung erbracht (danach folgt der widersinnige und kostenintensive Bürokratieaufwand). Dies kann auch als Hauptbeleg dafür zur Kenntnis genommen werden, dass die von gewissen Seiten befürchtete Mengenausweitung und damit Kostensteigerung in Folge dieser Gesetzesanpassung so nicht eintreten wird. Dazu kommt, dass auch aufgrund der zwingend immer erforderlichen vorgängigen Bedarfsplanung in der Pflege eine angebotsinduzierte Mengenausweitung ausgeschlossen werden kann. Dabei bleibt einerseits ein erheblicher Teil der Pflegeleistungen zulasten der OKP ärztlich verordnet (Massnahmen der Untersuchung und Behandlung, bzw. medizinisch-therapeutische Leistungen), und andererseits setzen sämtliche Pflegeleistungen weiterhin eine ärztliche Diagnose voraus und müssen von den Versicherungen streng auf ihre Einhaltung der WZW-Kriterien überprüft werden. Auch deshalb ist die "Berechnung" von Santéuisse, die vorgeschlagene Regelung zur eigenverantwortlichen Leistungserbringung würde Mehrkosten im Ausmass von 1.6 Milliarden auslösen, völlig absurd. Denn Voraussetzung dafür wäre zunächst ein komplettes Versagen der Krankenkassen in ihrer zugewiesenen Aufgabe der Wirtschaftlichkeits- und Rechnungsprüfung. Zu guter Letzt würde es der vorgeschlagene Gesetzestext auch erlauben, potenziell in allen Kantonen, die in der Pflege über dem Durchschnitt des Kostenwachstums liegen, eine Zulassungsbeschränkung einzuführen.
- **Betreuungsverhältnis:** Der SGB unterstützt den Minderheitsantrag zu Art. 39 Abs. 1 Bst. b für die gesetzliche Verankerung einer sowohl quantitativen als auch qualifikationspezifischen Personaldotation. Wie internationale Erfahrungen hinlänglich zeigten, führt ein definiertes minimales Betreuungsverhältnis nicht nur zu einer wesentlichen Stärkung der Pflegequalität und PatientInnensicherheit (und damit zum Verhindern von Kosten, die beispielsweise durch vermeidbare Komplikationen entstehen), sondern ist auch ein wirksames Mittel zur Reduktion von Stress und Überbelastung am Arbeitsplatz (und damit zur Steigerung der Attraktivität der Pflegeberufe). Die erforderlichen minimalen Personaldotationen unterscheiden sich dabei, gemäss bereits bestehender internationaler und nationaler Standards, nach Pflegebereich (Spitex, Pflegeheime, Spitäler). Zwingend ist für den SGB auch, dass sich ein definiertes Betreuungsverhältnis nicht nur auf die Anzahl der Pflegefachpersonen bezieht, sondern auf sämtliche Qualifikationsstufen des Pflegepersonals Bezug nimmt.
- **Weiteres:** Der SGB unterstützt sämtliche Minderheitsanträge zu den Änderungen im Krankenversicherungsgesetz (sowie explizit auch die zusätzlichen Anträge des SBK), mit der gewichtigen Ausnahme der Minderheit zu Artikel 38, welche die Zulassung der Pflegefachpersonen vom Abschluss eines Zulassungsvertrags mit mindestens einem Krankenversicherer abhängig machen will. Die damit von bürgerlicher Seite wieder eingebrachte Aufhebung des

Kontrahierungszwangs ist grundsätzlich vehement abzulehnen. Im Kontext dieses Gegenvorschlags ist sie aber auch deshalb besonders zu kritisieren, weil die ihm zugrundeliegende Pflegeinitiative ja aufgrund des Scheiterns der vorangegangenen Gesetzesrevision ("Pa. Iv. Joder") an genau dieser Frage überhaupt erst lanciert werden musste.

In diesem Sinne hoffen wir auf die Berücksichtigung unserer Stellungnahme, bzw. auf eine substanzielle Ergänzung des präsentierten Gegenvorschlags im Bereich der Arbeitsbedingungen und der Abgeltung von Pflegeleistungen, und danken Ihnen herzlich für die Zusammenarbeit.

Freundliche Grüsse

SCHWEIZERISCHER GEWERKSCHAFTSBUND



Pierre-Yves Maillard
Präsident



Reto Wyss
Zentralsekretär

**Pa.Iv. 19.401 – Indirekter Gegenvorschlag Pflegeinitiative – Bundesgesetz über die Förderung der Ausbildung im Bereich der Pflege
- Vernehmlassungsverfahren**

Stellungnahme von

Name / Organisation / Firma : Travail.Suisse

Abkürzung der Organisation / Firma : TS

Adresse : Hopfenweg 21, Postfach, 3001 Bern

Kontaktperson : Thomas Bauer

Telefon : 031370 21 11

E-Mail : bauer@travailsuisse.ch

Datum : 31.7.2019

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **14. August 2019** an folgende E-Mail Adressen: pflege@bag.admin.ch
Sowie an gever@bag.admin.ch
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Pa.Iv. 19.401 – Indirekter Gegenvorschlag Pflegeinitiative – Bundesgesetz über die Förderung der Ausbildung im Bereich der Pflege - Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen zum Entwurf des Bundesgesetzes über die Förderung der Ausbildung im Bereich der Pflege und zum erläuternden Bericht	3
Bemerkungen zu einzelnen Artikeln des Entwurfs des neuen Bundesgesetzes über die Förderung der Ausbildung im Bereich der Pflege und zu deren Erläuterungen	4
Änderungen anderer Erlasse: Bemerkungen zu den einzelnen Artikeln der Strafprozessordnung, des Militärstrafprozesses, des Berufsbildungsgesetzes sowie des Gesundheitsberufegesetzes sowie zu den Erläuterungen	5
Änderung anderer Erlasse: Bemerkungen zu den einzelnen Artikeln des Krankenversicherungsgesetzes sowie zu den Erläuterungen	6
Bemerkungen zum Bundesbeschluss über Finanzhilfen zur Förderung der Ausbildung im Bereich der Pflege und zu den Erläuterungen	7
Bemerkungen zum Bundesbeschluss über die Erhöhung der Ausbildungsabschlüsse in Pflege an den kantonalen Fachhochschulen und zu den Erläuterungen	8
Bemerkungen zum Bundesbeschluss über Finanzhilfen zur Förderung der Effizienz in der medizinischen Grundversorgung, insbesondere der Interprofessionalität und zu den Erläuterungen	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	9

Pa.Iv. 19.401 – Indirekter Gegenvorschlag Pflegeinitiative – Bundesgesetz über die Förderung der Ausbildung im Bereich der Pflege - Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen zum Entwurf des Bundesgesetzes über die Förderung der Ausbildung im Bereich der Pflege und zum erläuternden Bericht	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
TS	Travail.Suisse bedankt sich für die Möglichkeit an der Vernehmlassung teilzunehmen. Die Initiative "Für eine starke Pflege" betrifft vor allem mit der Forderung nach einer besseren Arbeitsqualität und der angemessenen Abgeltung von Pflegeleistungen Kernanliegen von uns.
TS	Der aktuell bereits bestehende Pflegenotstand dürfte sich in den kommenden Jahren weiter verschärfen, sofern nicht die viel zu oft hausgemachten Probleme behoben werden können. Der vorliegende indirekte Gegenvorschlag kann dazu einen bedeutenden Beitrag leisten. In der heutigen Ausformulierung bleibt er aber in entscheidender Hinsicht hinter den Forderungen der Pflegeinitiative zurück. Dadurch dürfte es höchstens partiell gelingen den Teufelskreis in dem die Pflege steckt zu durchbrechen.
TS	Ursache des aktuellen und wachsenden Pflegenotstandes sind - neben demographischen Entwicklungen - hauptsächlich zwei Faktoren: einerseits werden zu wenige Personen ausgebildet und andererseits ist die Berufsverweildauer zu kurz. Eine Verbesserung der Situation erfordert deshalb Massnahmen, welche einerseits zu mehr Ausbildungsplätzen führen und andererseits die Attraktivität der Pflegeberufe erhöhen.
TS	Der indirekte Gegenentwurf führt zu einer wesentlichen Verbesserung bei der Bereitstellung neuer Ausbildungsplätze. Der weitgehende Verzicht auf Massnahmen zur Verbesserung der Löhne und der Arbeitsbedingungen - wie von der Initiative gefordert - führt aber dazu, dass der Teufelskreis nicht ausreichend durchbrochen werden kann. Es braucht dazu eine bedarfsgerechte Personalausstattung und bessere Arbeitsplatzbedingungen. Dafür kann mit einem allgemeinverbindlichen Gesamtarbeitsvertrag eine Grundlage geschaffen werden. Desweiteren ist es zwingend, dass die Pflegeleistungen angemessen entschädigt werden.

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Pa.Iv. 19.401 – Indirekter Gegenvorschlag Pflegeinitiative – Bundesgesetz über die Förderung der Ausbildung im Bereich der Pflege - Vernehmlassungsverfahren

Bemerkungen zu einzelnen Artikeln des Entwurfs des neuen Bundesgesetzes über die Förderung der Ausbildung im Bereich der Pflege und zu deren Erläuterungen					
Name/Firma	Art.	Abs.	Bst.	Bemerkung/Anregung	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
TS				Wir lehnen den Minderheitsantrag auf Nichteintreten auf den vorliegenden indirekten Gegenvorschlag ab.	
TS	1			Wir begrüßen die vorgeschlagene Förderung der Ausbildung im Bereich der Pflege, betrachten sie aber als Minimum. Beide Minderheitsanträge (I+II) lehnen wir ab. Die Beschränkung der Ausbildungsbeiträge auf Personen mit Betreuungs- und Unterhaltsverpflichtungen (Minderheit I) beziehungsweise die Streichung von individuellen Beiträgen (Minderheit II) laufen dem eigentlichen Ziel – den wachsenden Bedarf an Pflegeausbildungen sicherzustellen - entgegen.	
TS	12	4,5		Der Mangel an Pflegepersonal kann nicht innerhalb von acht Jahren behoben werden. Zudem führt die Befristung zu Investitionsunsicherheiten für die ausbildenden Institutionen. Die entsprechenden Absätze 4 und 5 müssen deshalb gestrichen werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Pa.IV. 19.401 – Indirekter Gegenvorschlag Pflegeinitiative – Bundesgesetz über die Förderung der Ausbildung im Bereich der Pflege - Vernehmlassungsverfahren

Änderungen anderer Erlasse: Bemerkungen zu den einzelnen Artikeln der Strafprozessordnung, des Militärstrafprozesses, des Berufsbildungsgesetzes sowie des Gesundheitsberufegesetzes sowie zu den Erläuterungen

Name/Firma	Art.	Abs.	Bst.	Bemerkung/Anregung	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
TS	171	1		Diplomierte Pflegefachpersonen sind keine Hilfspersonen der Ärztinnen und Ärzte. Die Anerkennung der Eigenständigkeit der Pflegefachpersonen im vorliegenden Gesetz ist ein längst überfälliger Schritt.	
TS	10a			Fehlendes Personal führt heute dazu, dass Betriebe teilweise irreführende Berufsbezeichnungen verwenden. Berufsbezeichnungen sind mit qualifikatorischen Leistungen verbunden und schaffen dadurch Vertrauen zwischen Patienten und Pflegepersonal. Unklare oder falsche Berufsbezeichnungen können hingegen das Vertrauen in das Personal untergraben. Deshalb unterstützen wir den vorgeschlagenen Berufsbezeichnungsschutz.	
TS	30a			Die Sanktionsmöglichkeiten gegenüber Personen, die unberechtigterweise eine der geschützten Berufsbezeichnungen tragen, sollen ausschliesslich auf Arbeitgeber beziehungsweise die geschäftsführenden Personen Anwendung finden, sofern keine bewusste Täuschung durch den Arbeitnehmer/die Arbeitnehmerin vorliegt. Dadurch kann ausgeschlossen werden, dass durch die Sanktionen Pflegepersonen betroffen sind, deren falsche Bezeichnung auf betriebliche Anweisungen erfolgte.	

Pa.Iv. 19.401 – Indirekter Gegenvorschlag Pflegeinitiative – Bundesgesetz über die Förderung der Ausbildung im Bereich der Pflege - Vernehmlassungsverfahren

Änderung anderer Erlasse: Bemerkungen zu den einzelnen Artikeln des Krankenversicherungsgesetzes sowie zu den Erläuterungen

Name/Firma	Art.	Abs.	Bst.	Bemerkung/Anregung	Antrag für Änderungsvorschlag (Textvorschlag)
TS	25a	1		Mit der Gewährung einer grösseren Autonomie für das Pflegepersonal wird eine wichtige Forderung der Initiative erfüllt.	
TS	25a	3 ^{bis a}		Wir unterstützen die Minderheit, welche in einem Absatz 3 ^{bis a} festhalten will, dass die anrechenbaren Pflegekosten eine angemessene Abgeltung des Pflegepersonals ermöglichen soll, einschliesslich des Personals in Ausbildung.	
TS	25a	2		Wir unterstützen die Minderheit Amman et al., welche auch die Durchführung von Pflegeleistungen im Rahmen einer stationären Behandlung durch Pflegefachpersonen explizit im KVG aufgeführt haben möchte.	

Pa.IV. 19.401 – Indirekter Gegenvorschlag Pflegeinitiative – Bundesgesetz über die Förderung der Ausbildung im Bereich der Pflege - Vernehmlassungsverfahren

Bemerkungen zum Bundesbeschluss über Finanzhilfen zur Förderung der Ausbildung im Bereich der Pflege und zu den Erläuterungen

Name/Firma	Art.	Abs.	Bemerkung/Anregung	Textvorschlag
TS	39a	1	<p>Wir unterstützen die Minderheit Carobbio Guscetti et al., welche einen neuen Artikel 39a einfügen will. Spitäler und andere Einrichtungen sollen mit „nurse-to-patient-ratios“ sicherstellen, dass eine Mindestzahl an Pflegefachpersonen pro Patient zur Verfügung steht. Die dadurch erfolgenden Verbesserungen bei Patienten und Pflegepersonal können den Pflegenotstand beheben, wie das Beispiel im Bundesstaat Kalifornien zeigt. Die Personaldotation soll nach Pflegebereich festgelegt werden, da beispielsweise der Bedarf bei der stationären Langzeitpflege nicht gleich ist, wie auf einer Intensivstation.</p>	
TS	39b		<p>Wir unterstützen die Minderheit Gysi et al., welche einen neuen Artikel 39b fordert. Die in Artikel 39 Abs. 1 und 3 genannten Leistungserbringer, sollen sich einem repräsentativen Gesamtarbeitsvertrag für das Pflegepersonal anschliessen oder ihrem Personal Arbeitsbedingungen anbieten, die insbesondere hinsichtlich Arbeitszeit, Entlohnung und Sozialleistungen dem Gesamtarbeitsvertrag der Branche entsprechen. Wenn ein repräsentativer Gesamtarbeitsvertrag fehlt, dann soll die Kantonsregierung die Mindestanforderungen hinsichtlich Arbeitszeit, Entlohnung und Sozialleistungen festlegen, denen die Anstellungsbedingungen zu genügen haben.</p> <p>Die Verbesserung der Anstellungsbedingungen sind eine zentrale Forderung der Initiative und ein entscheidendes Instrument um den Pflegenotstand zu beheben. Nur wenn es gelingt, die Bedingungen der Pflegenden zu verbessern, wird es auch gelingen die geforderten Ausbildungsabschlüsse zu erreichen. Deshalb müssen auch hinsichtlich der Arbeitsbedingungen den Betrieben zusätzliche finanzielle Mittel bereitgestellt werden.</p>	

Pa.IV. 19.401 – Indirekter Gegenvorschlag Pflegeinitiative – Bundesgesetz über die Förderung der Ausbildung im Bereich der Pflege - Vernehmlassungsverfahren

Bemerkungen zum Bundesbeschluss über die Erhöhung der Ausbildungsabschlüsse in Pflege an den kantonalen Fachhochschulen und zu den Erläuterungen

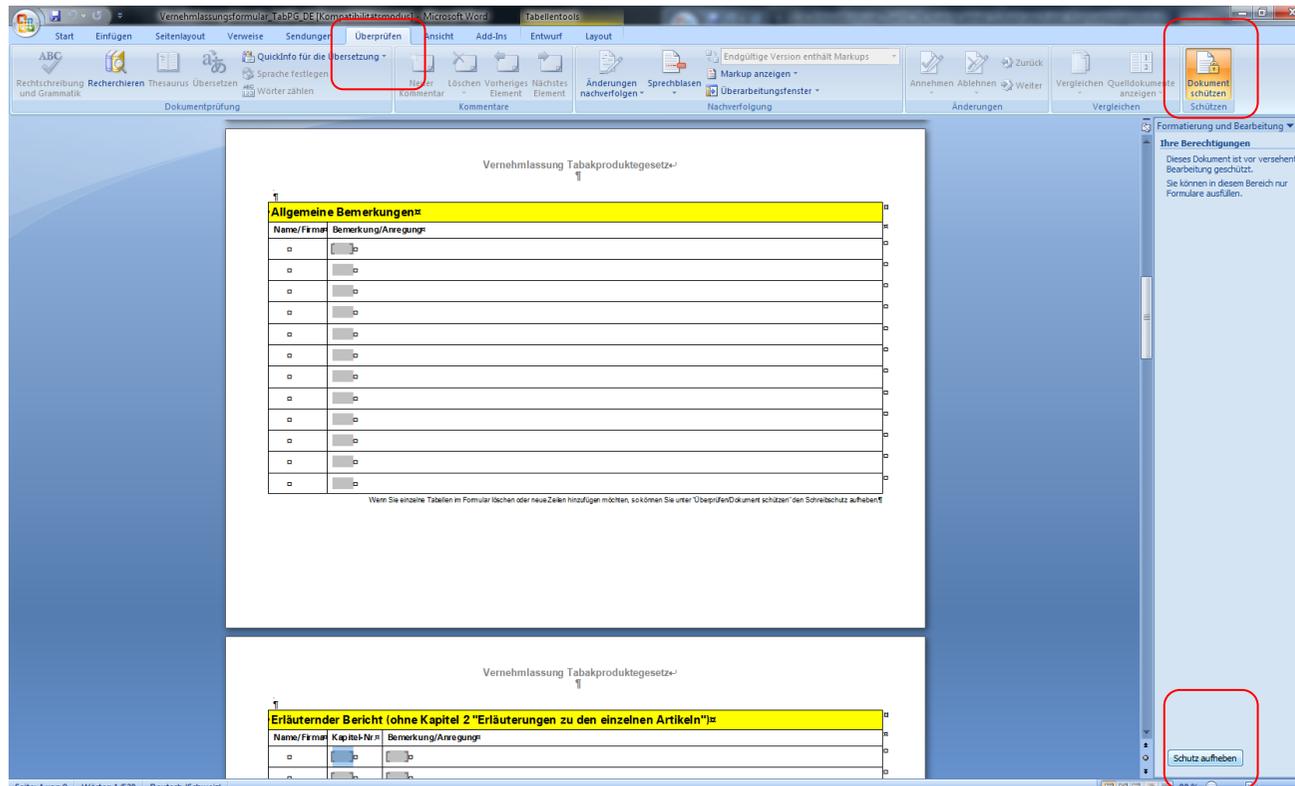
Name/Firma	Art.	Bemerkung/Anregung	Textvorschlag
TS		Wir lehnen den Minderheitsantrag auf Nichteintreten ab.	
TS		Wir begrüßen die Sonderfinanzierung zur Erhöhung der Anzahl Ausbildungsplätze an den FH.	
TS	3 litt. d	Die Weiterbildungsmöglichkeiten für Inhaber und Inhaberinnen von altrechtlichen Titeln und zusätzlichen Weiterbildungen sind weiterhin stark eingeschränkt. Es braucht deshalb eine Revision der Verordnung des WBF über den nachträglichen Erwerb des Fachhochschultitels. Dadurch würden bei den verkürzten Bachelorabschlüssen mehr Studienplätze zur Verfügung stehen. Zudem würden sich dadurch die berufliche Perspektiven der Pflegenden mit altrechtlichen Abschlüssen erweitern, wiederum mit positiven Folgen auf die Berufsverweildauer.	

Pa.Iv. 19.401 – Indirekter Gegenvorschlag Pflegeinitiative – Bundesgesetz über die Förderung der Ausbildung im Bereich der Pflege - Vernehmlassungsverfahren

Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:

1. Dokumentschutz aufheben
2. Zeilen einfügen mit Copy-Paste
3. Dokumentschutz wieder aktivieren

1 Dokumentschutz aufheben



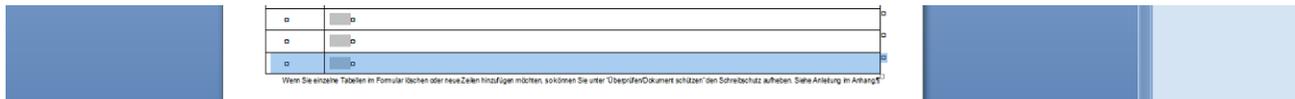
Pa.Iv. 19.401 – Indirekter Gegenvorschlag Pflegeinitiative – Bundesgesetz über die Förderung der Ausbildung im Bereich der Pflege - Vernehmlassungsverfahren

2 Zeilen einfügen

Ganze Zeile mit leeren grauen Feldern markieren (die Zeile wird blau hinterlegt)

Control-C für Kopieren

Control-V für Einfügen



3 Dokumentschutz wieder aktivieren

Vernehmlassungsformular_TabPG_DE [Kompatibilitätsmodus] - Microsoft Word

Start Einfügen Seitenlayout Verweise Sendungen Überprüfen Ansicht Adressen

Rechtschreibung und Grammatik Recherchieren Thesaurus Übersetzen Sprachfestlegen Wörter zählen Dokumentprüfung

Neuer Kommentar Löschen Kommenzieren Kommenzare

Veränderungen nachverfolgen

Endgültige Version enthält Markups Markup anzeigen Überarbeitungsfenster Nachverfolgung

Annehmen Ablehnen Weiter Änderungen

Vergleichen Quelldokumente anzeigen Vergleichen

Dokument schützen Schützen

Vernehmlassung Tabakproduktegesetz

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : []

Abkürzung der Firma / Organisation : []

Adresse : []

Kontaktperson : []

Telefon : []

E-Mail : []

Datum : []

Wichtige Hinweise:

- Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen!
- Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Extras/Dokumentenschutz aufheben" den Schreibschutz aufheben!
- Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden!
- Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte als **Word-Dokument** bis am 12. September 2014 an folgende E-Mail Adresse: dm@baq.admin.ch und tabak@baq.admin.ch

1. Formatierungseinschränkungen

Formatierungen auf eine Auswahl v. Formatvorlagen beschränken

Einstellungen...

2. Bearbeitungseinschränkungen

Nur diese Bearbeitungen im Dokument zulassen:

Ausfüllen von Formularen

Abschritte auswählen...

3. Schutz anwenden

Sind Sie bereit diese Einstellungen zu übernehmen? (Sie können sie später abschalten.)

Ja, Schutz jetzt anwenden

**Kommission soziale Sicherheit und
Gesundheit des Nationalrates
3003 Bern**

pfllege@bag.admin.ch

Zürich, 25. Juli 2019

Vernehmlassung Vorentwurf Parlamentarische Initiative 19.401 "Für eine Stärkung der
Pflege – für mehr Patientensicherheit und mehr Pflegequalität"

Sehr geehrter Herr Kommissionspräsident

Der Verband des Personals öffentlicher Dienste VPOD ist die grösste Gewerkschaft im Gesundheitsbereich. Seit einigen Jahren stellen wir mit grosser Besorgnis die stetige Verschlechterung der Arbeitsbedingungen in diesem Bereich fest. Die geringe durchschnittliche Verweildauer bzw. die Tatsache, dass fast die Hälfte des Gesundheitspersonals wieder aus dem Beruf aussteigt, weil es den Druck und Stress nicht mehr erträgt, sind erwiesen und sprechen Bände. Ohne die Rekrutierung zahlreicher ausländischer Arbeitskräfte wäre das Schweizer Gesundheitswesen schon längst kollabiert. Der bereits heute bedenkliche Personalmangel wird sich künftig aufgrund der demographischen Entwicklung noch weiter verschärfen.

Die Pflegeinitiative der SBK ist ein Schritt in die richtige Richtung zur Stärkung und Aufwertung der Pflegeberufe. So beinhaltet sie vor allem auch eine zügige Umsetzung verschiedener Massnahmen zur Linderung des Pflegenotstandes.

Der VPOD konzentriert sich in seinen Ausführungen auf diejenigen Punkte mit direktem Bezug zu den Arbeitsbedingungen des Gesundheitspersonals und verweist darüber hinaus auf die Vernehmlassungsantwort des SGB.

Der Gegenvorschlag der SGK-N zur Pflegeinitiative bleibt in wichtigen Bereichen hinter den Forderungen der Pflegeinitiative zurück oder nimmt sie gar nicht erst auf. So fehlen insbesondere wichtige Bestimmungen zur konkreten und nachhaltigen Verbesserung der Arbeitsbedingungen des Pflegepersonals. Des Weiteren fehlen Massnahmen zur Förderung der Pflegequalität und Patientensicherheit sowie Vorschläge für eine ausreichende Finanzierung der Pflegeleistungen. Ohne eine ausreichende Finanzierung der Pflegeleistungen sind Patientensicherheit und Pflegequalität nicht gewährleistet und laufen die Arbeitsbedingungen permanent Gefahr, noch weiter verschlechtert zu werden. Dem muss entschieden Einhalt geboten werden.

Ausführungen zu den einzelnen Artikeln

Bundesgesetz über die Förderung der Ausbildung im Bereich der Pflege

Es ist sehr zu begrüßen, dass die Kantone den Ausbildungsbetrieben Beiträge zu deren Ausbildungsleistung gewähren müssen. Die Kantone sind zu verpflichten, sämtliche gemäss ihrer Bedarfsplanung notwendigen Ausbildungsbeiträge zu gewähren. Dazu braucht es im Bundesgesetz eine verbindliche Formulierung. Wir unterstützen zudem die Forderung des SBK nach einer einheitlichen bundesweiten Festlegung zu den Voraussetzungen, zum Umfang sowie zum Vergabeverfahren der Ausbildungsbeiträge. Der VPOD fordert, dass Bund und Kantone zusammen die gesamten Ausbildungskosten finanzieren. Nichts zur nachhaltigen Linderung des Personalnotstands trägt die vorgesehene temporäre Gültigkeit des Gesetzes für eine Dauer von nur acht Jahren bei. Es ist illusorisch, angesichts der bereits heute bekannten Situation, den Pflegenotstand innerhalb dieser Frist grundlegend zu beheben.

Bundesbeschlüsse

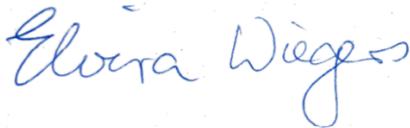
Der VPOD lehnt sämtliche Minderheitsanträge auf Nichteintreten sowie die vorgesehene Befristung des Bundesbeschlusses über Finanzhilfen zur Förderung der Ausbildung im Bereich der Pflege auf acht Jahre ab.

Anpassungen des Krankenversicherungsgesetzes

- **GAV-Pflicht:** Der VPOD unterstützt den Minderheitsantrag für einen neuen Artikel 39b zur Einführung einer GAV-Pflicht der Spitäler und Pflegeheime sowie zum Erlass von Sanktionen bei Verletzung dieser Pflicht. Dies allerdings nur bei privatisierten bzw. ausgelagerten Institutionen. Die vergangenen Jahre waren geprägt von einem Voranschreiten der Privatisierungen und Auslagerungen sowohl von Spitälern als auch von Institutionen der Langzeitpflege. Allgemeinverbindliche Gesamtarbeitsverträge haben deshalb heute eine umso grössere Bedeutung und müssen im Rahmen dieser Gesetzesrevision entsprechend gefördert, bzw. vorausgesetzt werden.
- **Eigenverantwortliche Leistungserbringung:** Die gesetzliche Verankerung von eigenverantwortlichen Handlungsbereichen ist eine langjährige Forderung des Pflegefachpersonals und ein zentrales Element der Pflegeinitiative. Die Erbringung gewisser Leistungen ohne ärztliche Anordnung ist zentral für die Anerkennung der Pflegefachberufe. Zudem handelt es sich dabei um den gesetzlichen Nachvollzug der im Pflegealltag längst etablierten Abläufe: In der Praxis werden schon heute viele Leistungen vor dem Vorliegen einer ärztlichen Verordnung erbracht, erst danach folgt der widersinnige und kostenintensive Bürokratieaufwand. Die befürchtete Mengenausweitung und damit verbundene Kostensteigerung in Folge dieser Gesetzesanpassung wird deshalb so nicht eintreten. Auch kann aufgrund der zwingend immer erforderlichen vorgängigen Bedarfsplanung eine angebotsinduzierte Mengenausweitung ausgeschlossen werden. Sämtliche Pflegeleistungen setzen eine ärztliche Diagnose voraus und müssen von den Versicherungen streng überprüft werden. Die Behauptung von Santésuisse, die vorgeschlagene Regelung würde Mehrkosten in der Höhe von 1.6 Milliarden Franken auslösen, ist völlig absurd. Der vorgeschlagene Gesetzestext würde zudem erlauben, in allen Kantonen, die in der Pflege über dem Durchschnitt des Kostenwachstums liegen, eine Zulassungsbeschränkung einzuführen.

- **Betreuungsverhältnis:** Der VPOD unterstützt den Minderheitsantrag zu Art. 39 Abs. 1 Bst. b für die gesetzliche Verankerung einer quantitativen und qualifikationsspezifischen Personaldotation. Wie internationale Erfahrungen zeigten, führt ein definiertes minimales Betreuungsverhältnis nicht nur zu einer wesentlichen Stärkung der Pflegequalität und PatientInnen-sicherheit (und damit zum Verhindern von Kosten, die beispielsweise durch vermeidbare Komplikationen entstehen), sondern ist auch ein wirksames Mittel zur Reduktion von Stress und Überbelastung am Arbeitsplatz (und damit zur Steigerung der Attraktivität der Pflegeberufe). Die erforderlichen minimalen Personaldotationen unterscheiden sich dabei, gemäss bereits bestehender internationaler und nationaler Standards, nach Pflegebereich (Spitex, Pflegeheime, Spitäler). Zwingend ist für den VPOD auch, dass sich ein definiertes Betreuungsverhältnis nicht nur auf die Anzahl der Pflegefachpersonen bezieht, sondern auf sämtliche Qualifikationsstufen des Pflegepersonals Bezug nimmt.
- **Weiteres:** Der VPOD unterstützt sämtliche Minderheitsanträge zu den Änderungen im Krankenversicherungsgesetz mit der gewichtigen Ausnahme des Minderheitsantrages zu Artikel 38. Dieser will die Zulassung der Pflegefachpersonen vom Abschluss eines Zulassungsvertrags mit mindestens einem Krankenversicherer abhängig machen. Die damit von bürgerlicher Seite wieder durch die Hintertüre eingebrachte Aufhebung des Kontrahierungszwangs ist grundsätzlich vehement abzulehnen. Im Kontext dieses Gegenvorschlages ist sie auch deshalb besonders zu kritisieren, weil die ihm zugrunde liegende Pflegeinitiative schliesslich aufgrund des Scheiterns der vorangegangenen Gesetzesrevision ("Pa. Iv. Joder") an genau dieser Frage überhaupt erst lanciert werden musste.

Wir bedanken uns für die wohlwollende Prüfung und Aufnahme unserer Anträge.
Freundliche Grüsse



Zentralsekretärin Gesundheit VPOD